

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 25/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TOTALENERGIES PETROCHEMICALS France

Etablissement de Carling
BP 90290
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_TEPF_OPECOM_2025-07-24_RAPVI_MFM_01719
Code AIOT : 0006205692

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2025 dans l'établissement TOTALENERGIES PETROCHEMICALS France implanté Etablissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 05/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 8 juillet 2025 s'inscrit dans le cadre de l'action régionale concernant le suivi des échéances. Elle porte sur les suites données au rapport d'inspection n°295 du 7 août 2024 faisant suite à la visite d'inspection du 28 juin 2024 et plus particulièrement à l'arrêté préfectoral n°2024-DCAT-BEPE-241 du 8 novembre 2024 mettant en demeure l'exploitant en ce qui concerne l'entretien de ces rétentions.

Cette visite s'inscrit également dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTALENERGIES PETROCHEMICALS France
- Etablissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006205692
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'atelier OPECOM « opérations communes » gère les flux logistiques de la plateforme chimique et est exploitée par TEPF. Elle gère notamment les postes de déchargement de wagons de gaz liquéfiés sous pression (propylène, butadiène), ainsi que des postes de déchargement de wagons transportant des hydrocarbures liquides. L'atelier OPECOM est situé dans le secteur nommé résines - logistique - utilités (RLU).

L'atelier est notamment réglementé par :

- l'arrêté préfectoral n°2006-DEDD/1-307 du 22 août 2006 modifié dit "arrêté cadre" ;
- l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/N°2023-33 du 14 février 2023 modifié.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Programme de surveillance des réservoirs V471et V472 soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Programme de surveillance et test des mesures de maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7 et 8 (partiels)	Demande d'action corrective	2 mois
7	Suivi des défaillances des mesures de maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7.5 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Disponibilité des rétentions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6bis.IV.a (partiel)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Liste unique des mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 14/02/2023, article 8.3.1 (partiel)	/	Sans objet
4	Efficacité des mesures de maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4 (partiel)	/	Sans objet
5	Niveau de confiance des mesures de maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.5 (partiel)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite du 8 juillet 2025, l'inspection des installations classées propose de lever la mise en demeure prise par arrêté préfectoral n°2024-DCAT-BEPE-241 du 8 novembre 2024 - cf. point de contrôle n°1.

Par ailleurs, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai de deux mois, les justificatifs :

- concernant le classement D2 des réservoirs V471 et V472 (massifs des réservoirs et cuvette de rétention) et l'élaboration du plan d'action, associé à un échéancier approprié, au regard des observations formulées dans les rapports de suivi au titre du plan de modernisation des installations industrielles (PMII) - cf. point de contrôle n°2 ;
- de la réalisation des tests de la MMR "interlock point B" en 2023 et 2024 - cf. point de contrôle n°6 ;
- permettant de confirmer le retour en conformité de la MMR "détection gaz - zone de déchargement des wagons" - cf. point de contrôle n°6 ;
- de l'analyse et les actions correctives et/ou préventives mises en place suite au constat de défaillance de la pré-alarme de la MMR "détection gaz - zone de déchargement des wagons" - cf. point de contrôle n°7.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Disponibilité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6bis.IV.a (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles – rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 08/04/2024
Prescription contrôlée : « [...] Il entretient [...] les moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans les eaux souterraines [...] »
Constats : Lors de la visite du 28 juin 2024, l'inspection des installations classées constatait la présence de végétation dans la rétention des réservoirs de stockage de styrène V471 et V472 ainsi que des dégradations au niveau des rétentions des stockages d'acide chlorhydrique (R9005) et de soude (R9003A et R9003B). Par conséquent, suite à la visite du 28 juin 2024, l'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral n°2024-DCAT-BEPE-241 du 8 novembre 2024, de respecter, dans un délai de 5 mois, certaines dispositions réglementaires du point IV.a de l'article 6bis de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susmentionné. Lors de la visite du 8 juillet 2025, l'inspection des installations classées constate, sur le terrain et sur la base des documents présentés le jour de la visite : <ul style="list-style-type: none"> • que la végétation présente dans la rétention des réservoirs de stockage de styrène V471 et V472 a été enlevée ; • que l'exploitant met en place une surveillance de l'état des réservoirs V471 et V472 et de la rétention associée dans le cadre du plan de modernisation des installations industrielles (PMII) sur la base des rapports PMII des 20 décembre 2023, 4 mars et 4 mai 2025 ; • la réfection des rétentions des stockages d'acide chlorhydrique R9005 et de soude R9003A et R9003B (procès-verbal de réception des travaux du 25 avril 2025). Sur la base des éléments ci-dessus, la mise en demeure prise par arrêté préfectoral n°2024-DCAT-BEPE-241 du 8 novembre 2024 peut être levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Programme de surveillance des réservoirs V471et V472 soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de modernisation des installations industrielles (PMII)
Prescription contrôlée : "Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants : - les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des

réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et

- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; [...]

[...] l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.

[...] le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.

Pour les ouvrages mis en service avant le 1er janvier 2011 :

S'agissant des massifs des réservoirs et des cuvettes de rétention : [...]

- le programme de surveillance est élaboré avant le 31 décembre 2012."

Constats :

La visite du 8 juillet 2025 a porté sur le suivi des équipements des réservoirs V471 et V472 (massifs des réservoirs et cuvette associée aux réservoirs), soumis au plan de modernisation des installations industrielles (PMII). Ces équipements sont de catégorie II.

L'exploitant déclare mettre en œuvre son plan de surveillance selon les recommandations du guide professionnel DT92 de mai 2011.

Lors de la visite du 8 juillet 2025, l'inspection des installations classées constate, sur la base des rapports de suivi du 20 décembre 2023 et des 4 mars et 5 mai 2025 présentés par l'exploitant et des constats terrains :

- la réalisation du suivi des équipements susmentionnés au titre du PMII en novembre 2023 et février/mars 2025 ;
- que les ouvrages (massifs des réservoirs et cuvette de rétention) sont classés D2 en novembre 2023 et en février/mars 2025 (présence de fissures et éclatement sur assise béton entre 0,2 et 1mm) ;
- que les rapports présentés ne mentionnent pas la date à laquelle le premier classement D2 a été observé sur les ouvrages.

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant l'obligation du suivi à une fréquence annuelle en ce qui concerne les équipements soumis au PMII de catégorie II.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Considérant que le guide professionnel DT92, sur lequel l'exploitant s'appuie pour mettre en œuvre son programme de surveillance des réservoirs V471 et V472 soumis au PMII, mentionne que les opérations correctives doivent être mises en œuvre au plus tard 5 ans après la date de validation de la fiche de surveillance, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier, dans un délai de deux mois :

- la date à laquelle les ouvrages des réservoirs V471 et V472 (massifs des réservoirs et cuvette de rétention) ont été classés D2 pour la première fois ;
- de l'élaboration d'un plan d'action, associé à un échéancier approprié, au regard des

observations formulées dans les rapports de suivi susmentionnés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Liste unique des mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2023, article 8.3.1 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, mesures de maîtrise des risques (MMR)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>article 8.3.1 de l'arrêté préfectoral du 14 février 2023 modifié</u> "[...] L'exploitant rédige une liste de ces mesures de maîtrise des risques. [...] Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux. [...]"</p> <p><u>point 6 de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié</u> "Document récapitulatif des mesures de maîtrise des risques figurant dans l'étude de dangers. Ce document indique a minima l'identification de la mesure en référence à l'étude de dangers, son objectif, son niveau de confiance, son efficacité, son action et les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue, les critères de pérennité et, le cas échéant, les critères d'indépendance vis-à-vis des autres mesures de maîtrise des risques participant à la maîtrise du même phénomène dangereux."</p> <p>Constats :</p> <p>Sur la base de la liste unique des mesures de maîtrise des risques (MMR) de l'atelier OPECOM, présentée par l'exploitant lors de la visite du 8 juillet 2025, l'inspection des installations classées constate, par sondage, que :</p> <ul style="list-style-type: none"> les MMR des scénarios identifiés dans les sections de l'étude de dangers - révision décembre 2020 sont prises en compte dans la liste : <ul style="list-style-type: none"> ERC LOG1-3 ("interlock point B" et "détection gaz zone de transit") ; UTI5-2 ("sécurité de température basse : TSL 8206") ; ERC PROP1-5 ("détection gaz zone de déchargement des wagons"). pour chaque MMR, l'exploitant indique son objectif, son niveau de confiance, son efficacité, son action, sa cinétique et les scénarios associés dans l'étude de dangers.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Efficacité des mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, mesures de maîtrises des risques (MMR)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser [...]"</p>

<p>Constats :</p> <p>Les constats liés à cette prescription sont confidentiels mais n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Niveau de confiance des mesures de maîtrise des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.5 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, mesures de maîtrise des risques (MMR)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Arrêté ministériel du 26/05/2014 - point 5 de l'article 7 (partiel)</u> " [...] À l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies. [...]."</p> <p><u>Arrêté ministériel du 26/05/2014 - point 6 de l'annexe III (partiel)</u> « [...] Ce document indique à minima l'identification de la mesure en référence à l'étude de dangers [...] son niveau de confiance [...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>Les constats liés à cette prescription sont confidentiels mais n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Programme de surveillance et test des mesures de maîtrise des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7 et 8 (partiels)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, mesures de maîtrise des risques (MMR)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Arrêté ministériel du 04/10/2010 - article 7 (partiel)</u> « [...] il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques. [...] »</p> <p><u>Arrêté ministériel du 04/10/2010 - article 8 (partiel)</u> « Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant : [...] <ul style="list-style-type: none"> - les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ; - les interventions éventuellement menées. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées. [...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>Les constats liés à cette prescriptions sont confidentiels et nécessitent la transmission de</p>

justificatifs de la part de l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Considérant le constat de non-conformité sur le test de vérification de la MMR "détection gaz - zone de déchargement des wagons" réalisé le 27 septembre 2024, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre, dans un délai de deux mois, les justificatifs permettant de confirmer le retour en conformité de la MMR susmentionnée. Par ailleurs, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier, dans un délai de deux mois, la réalisation des tests de la MMR "interlock point B" en 2023 et 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Suivi des défaillances des mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7.5 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, mesures de maîtrise des risques (MMR)
Prescription contrôlée : « [...]Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées. Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.[...] »
Constats : Par sondage, sur la base des tests réalisés par l'exploitant le 27 septembre 2024 sur la MMR "détection gaz - zone de déchargement des wagons" et du fichier de suivi des défaillances présenté par l'exploitant lors de la visite du 8 juillet 2025, l'inspection des installations classées constate que la liste des défaillances et anomalies des mesures de maîtrise des risques (MMR) ne recense pas la défaillance du système de pré-alarme de la MMR "détection gaz - zone de déchargement des wagons" identifiés lors des tests réalisés le 27 septembre 2024 (cf. point de contrôle n°6).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre, dans un délai de deux mois, les justificatifs concernant l'analyse et les actions correctives et/ou préventives mises en place suite au constat de défaillance de la pré-alarme de la MMR "détection gaz - zone de déchargement des wagons".
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois